

Appel à communications

Le Laboratoire Interdisciplinaire des transitions de Lille (LITL)
organise un colloque international sur le thème :

***Enjeux de la coopération internationale environnementale :
avancées, contraintes et perspectives pour la transition écologique.***

Du 2 au 3 octobre 2025, à l'Université catholique de Lille

Les crises socio-environnementales sont menaçantes pour nos écosystèmes, et devenant des maux communs à l'humanité, non seulement à tout être humain, mais aussi aux éléments de l'environnement des humains. Ce qui suscite des réflexions et mécanismes d'actions aux échelles locale territoriale, nationale et internationale, pour trouver des solutions aux problèmes écologiques qui se posent. La lutte contre les problèmes environnementaux planétaire apparaît comme une affaire, une préoccupation de tous, et non d'un individu ou d'une société isolée ou d'un état autarcique (Pape François, 2015). Delà, un ordre planétaire de coopération environnementale se crée, à toutes les échelles. La communauté internationale se mobilise à travers des dialogues, concertations, des négociations, des forums, des sommets d'Etats, conférences, des conventions et accords bilatéraux et multilatéraux, en se mobilisant dans des objectifs de conservation et de limitation d'émission de gaz à effet de serre, dans les modes de vie socio-économiques (Barriere et Rochegude, 2008). A titre d'exemple on peut citer les conférences de Rio et de Stockholm, (CNUE¹, 1772 ; CNUED², 1992), Sommet de Johannesburg³, COP21 , COP27, COP africaine », etc. Outre les conférences qui s'inscrivent dans la logique socio-environnementale, on assiste à divers projets de coopération environnementale, à l'échelle territoriale, régionale et internationales (Djefflat, Boidin, 2010).

Au niveau local, par exemple le programme régionale Rev3 s'inscrit dans la dynamique des mécanismes de coopération déployées par la Région Haut-de-France pour mobiliser les acteurs territoriaux et d'ailleurs, afin d'inverser la tendance actuelle, dans la perspective d'une transition juste, profondément impactante et universelle. A cet effet, la Région mobilise les acteurs territoriaux, nationaux et internationaux afin de dialoguer, échanger et coopérer, pour la réussite d'un tel projet de transition. Consciente des enjeux planétaires de la tendance actuelle, cette dynamique régionale attend renouveler et renforcer le lien de partenariat entre les acteurs économiques, la société civile et les élus de la région et d'ailleurs, afin d'œuvrer pour la transition juste et respectueuse de l'environnement. C'est dans cet esprit solidaire et collaboratif que les parties prenantes attendent gagner le local par le global, tout en œuvrant sur un écosystème, sur des ambitions et sur des exigences territoriales, nationales et internationales, dans la poursuite de l'objectif commun et unique de « transition juste et écologique ».

A l'échelle internationale, on assiste à de divers projets de coopération environnementale multinationale et décentralisé, tel le cas des projets de coopérations Nord-Sud (Djefflat, Boidin, 2010), dans le cadre des Objectifs de Développement Durable. C'est dans ce cadre, l'Agence Française de Développement et d'autres organismes et société civile internationaux nouent de diverses formes partenariales, dans le cadre de la transition écologique et socio-économique, dans les pays du Sud.

Au-delà de ces efforts, force est de constater que la logique actuelle de la coopération environnementale internationale, présentes des difficultés et limites qui nécessitent d'être repenser pour une véritable transition écologique, à toutes les échelles. C'est ainsi, sans cesse, la société civile et les observateurs sont de plus en plus désemparés et déçus par les échecs que connaissent la plupart des sommets et conventions

¹ Conférence des Nations Unies sur l'environnement, du 5 au 16 juin 1972, Stockholm

² Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, du 3 au 14 juin 1992, Rio de Janeiro

³ Sommet mondial pour le développement durable, du 26 août au 4 septembre 2002, Johannesburg

internationales supra-étatiques portés sur le climat et la transition avertis (Pape, 2023 ; Maljean-Dubois & Wemaëre, 2010, 2015ab). Il se trouve parfois que la quête ou la préservation des intérêts égoïstes (individuels et/ou partisans) de certains représentants ou membres du gouvernement de ces institutions, pousse à prendre des décisions, sapant souvent le bien commun mondial. Un exemple parmi tant d'autres, qui manifeste l'impuissance des États et des institutions supra-étatiques à dompter le pouvoir des capitalistes au service du bien commun, c'est le retrait des USA de l'accord de Paris sur le Climat en Juin 2017 sur décision du président Donald Trump (Somabe, 2020). Ainsi, dans le contexte où certaines parties prenantes à la coopération environnementale, cantonnées à leurs intérêts égoïstes et valeurs (positions), les cops/forums se révèlent en rencontres de conflits d'intérêts et de valeurs. De même, les mécanismes d'élaboration et de pilotage des projets de coopération environnementale au Nord et au Sud sont parfois source d'inégalités à l'échelle locale et globale (Blanchon et *als*, 2009 ; Deldreuve, 2023, 2020) et d'ingérence environnementale (Karsenty, 2022) ou de violence et colonialisme vert (Blanc, 2022). Dans ce statut quo, se développe des mécanismes de résistance (Crozier et Friedberg, 1981) et de conflit politique et environnemental, au grand malheur de la transition écologique, sociétale et énergétique. De même, au regard des besoins de développement économique et industrielle du côté du continent africain le moins émetteur de gaz à effet de serre et le plus exposé à la pollution des pays du Nord, les gouvernants et ses partenaires se heurtent au paradoxe de comment assurer ces développements sans émettre plus de GES et repenser les accords et la coopération internationale environnementaux, pour une transition juste et équitable, au Nord et au Sud.

Au regard de ces situations inquiétantes pour notre planète, il est davantage question de s'interroger sur les formes d'action et mécanisme de coopération à mettre en place pour faire avancer le processus de lutte commune pour la transition écologique. Ce qui relance les questions suivantes : comment dans le cadre de la coopération environnementale se développent des mécanismes d'inégalités, de résistances et des conflits d'intérêts, de valeurs et géopolitiques ? Quelles alternatives et solutions inventer pour sortir du statut quo géopolitique actuel, pour une coopération environnementale viable, juste et efficace pour la transition écologique ? Comment composer ensemble au-delà des différences, pour une cause commune ou la sauvegarde de la maison commune ? Comment les acteurs de la coopération environnementale et géopolitique peuvent-ils parvenir à dépasser les divergences, les clivages et les désaccords, pour trouver un cadre commun d'accord et d'action commune, dans la perspective de la transition écologique, économique et sociétale ?

En proposant d'appréhender les enjeux de la coopération internationale environnementale, nous visons à diagnostiquer les contraintes et les perspectives pour la transition écologique, économique et sociétale. En outre, ce projet de colloque veut apporter sa contribution aux réflexions et actions qui s'inscrivent dans la lutte commune et coopérative contre le dérèglement climatique, pour une protection durable l'environnement, au-delà des défis spécifiques socio-économiques et culturels territoriaux nationaux et géopolitiques.

1. OBJECTIF ET RÉSULTATS ATTENDUS

L'organisation de ce colloque a pour objectif de réunir les enseignants, chercheurs et acteurs de la coopération territoriale et internationale, ainsi que la société civile, pour décrypter par un regard croisé les enjeux de la coopération internationale environnementale, en vue de diagnostiquer les contraintes et de dégager des solutions pragmatiques pour une véritable transition écologique, économique et sociétale.

2. AXES DE CONTRIBUTION

Le colloque sera fait de communications, de panels et d'ateliers de travail. Les principaux thèmes qui seront abordés sont les suivants :

Axe 1 : Partie prenante et gouvernance environnementale : mécanisme, résistances, conflits et désaccords

Axe 2 : Inégalités et coopération environnementale

Axe 3 : Quels mécanismes de coopération pour une transition durable et juste ?

3. PROFILS DES PARTICIPANTS

Le colloque accorde une importance à la contribution à la mise en dialogue de la recherche et de membres ou organisations de la société civile. Ainsi, sont attendus à ce colloque :

- des universitaires de différentes disciplines (philosophes, historiens, juristes, politologues, sociologues, anthropologues, ethnologues, économistes, chercheurs et techniciens de divers domaines) ;
- des cadres, la société civile, les étudiants, les professeurs (des échelons autres que le supérieur), les personnes concernées ou intéressées.

4. LIEU ET DATE DU COLLOQUE

Le colloque se déroulera à l'Université catholique de Lille, du 2 au 3 Octobre 2025.

Les résumés (**250 mots max et une brève biographie**) sont attendus au plus tard le 15 avril 2025 à l'adresse suivante : martinsomabe@gmail.com.

Date de retour des résumés présélectionnés : 30 avril 2024.

Les auteurs des résumés retenus doivent envoyer le texte de communication (25000 caractères) au plus tard le 30 juin 2025, en français ou en anglais.

Langues de communication du colloque : français et anglais.

Soumission du projet de publication des textes sélectionnés par le comité scientifique à l'éditeur ISTE ÉDITIONS, au plus tard le 1^{er} décembre 2025.

5. BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Blanc G., 2020, *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, Paris, Flammarion

Crozier M., E. Friedberg E., 1981, *L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.

Deldrève, V. 2023, « Inégalités environnementales », in Philippe Boursier éd., *Écologies: Le vivant et le social*, Paris, La Découverte. pp. 349-355.

Deldrève, V. 2020, La fabrique des inégalités environnementales en France: Approches sociologiques qualitatives. *Revue de l'OFCE*, 165, p. 117-144.

Djefflat A., Boidin B., 2010, « La coopération décentralisée face aux enjeux du développement durable », *Développement durable et territoires*, Vol. 1, n° 1, Mai.

Larrère C., 2009, *La justice environnementale. Multitudes*, Vol 36, n°1, pp.156-162.

Maljean-Dubois, 2015, Repenser la gouvernance internationale du climat. Lecture critique, *Revue française de science politique*, n°4, août, pp. 652-655

Maljean-Dubois & M. Wemaëre M. 2010, *La diplomatie climatique : les enjeux des négociations internationales*, Pedone, Paris.

- 2015a, *La diplomatie climatique de Rio 1992 à Paris*.

- 2015b, L'accord à conclure à Paris en décembre 2015 ; une opportunité pour « dé » fragmenter la gouvernance internationale du climat ? *Revue juridique de l'environnement*, n°4, pp. 649-671

Nakanabo Diallo, Rozenn, 2019, « Sortie(s) de guerre et conservation de la nature. Trajectoire d'un parc national au Mozambique », *Gouvernement et action publique*, vol. 018, no. 4, pp. 97-118.

Ostrom E., 2010, *Gouvernance des biens communs, Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Cambridge University Press, trad. Bruxelles, De Bock.

- , 2005, *Understanding Institutional Diversity*, Princeton, Oxford, Princeton University Press.

Pape François, 2015, *Loué Sois-Tu -- Laudato Si. Sur la sauvegarde de la maison commune* - Lettre encyclique du Souverain Pontife François, Paris, Salvator

- 2023, *Laudate Deum. Exhortation apostolique à toutes les personnes de bonne volonté sur la crise climatique*, Paris, Editions Première Partie.

Schlosberg D., 2007., *Defining Environmental Justice: Theories, Movements, and Nature*. Oxford, Oxford University Press.

- 2003., « The Justice of Environmental Justice: Reconciling Equity, Recognition and Participation in a Political Movement », in Light A. Et De-Shalit A. (éd.), *Moral and Political Reasoning in Environmental Practice*, Cambridge, MA, MIT Press, pp. 125-156.
- Somabe, 2020, *Lien social et autorité. Regards éthico-politique et économique sur la (post)modernité*, Paris, L'Harmattan.

6. COMITE SCIENTIFIQUE ET COMITE D'ORGANISATION

COMITE SCIENTIFIQUE	COMITE D'ORGANISATION
Pr. Emmanuel Picavet, Laboratoire UMR 8103, ISJPS, Université Paris 1 (France)	Louis-Marie Clouet, ICL
Pr. Guillaume Delalieux, Laboratoire Droit et Management LITHORAL, Université La Rochelle (France)	Kokou Somabe, , LITL-FGES-ICL ET CERAPS
Pr. Abdallah Zouache, Laboratoire Clersé, Sciences po-Lille (France)	Herve Barry, LITL, FGES, ICL
Pr. Thierry Magnin, Laboratoire ETHICS, Université catholique de Lille (France)	Benoît Robyns, Junia, L2EP
Pr. Benoît Robyns, Laboratoire Interdisciplinaire des transitions de Lille (LITL), Junia (France)	Benoit Bourel, ICL
Pr. Mohamed Nachi, Laboratoire OMER, Université de Liège (Belgique)	Didier Peillon, ICL
Prof. Nathanaël Wallenhorst, Université Catholique de l'Ouest (France)	Aude Flant-Meunier, ICL
Mr Herve Barry, Laboratoire Interdisciplinaire des transitions de Lille (LITL), ICL	Rousselle Maryline, ICL
Dr. Kokou Somabe, LITL-FGES-ICL, CERAPS	Thierry Magnin, Ethics, ICL
Dr. Benoit Bourel, Direction RSE, Université Catholique de Lille (France)	Jean-Marc Assié, ICL
Dr. Laure Dobigny, ETHICS, Université catholique de Lille (France)	Alandou Waby Balogun, ICL
Pr. Bruno Boidin, Laboratoire Clersé, Université de Lille (France)	Alexis Montaigne, CERDD
Prof. Dr Shahid Rahman, STL UMR 8163, Université de Lille (France)	Géraldine Polus Leboucq, ICL
Dr. Monkouna Lardja, Conseiller technique du Ministère de l'environnement (Togo)	
Pr. Valérie Deldrève, Unité ETTIS (Environnement, Territoires en Transition, INRAE-Montpellier (France)	
M. Mody Diaw, Unité ETTIS (Environnement, Territoires en Transition, INRAE-Montpellier (France)	
Dr. Ginelli Ludovic, Unité ETTIS (Environnement, Territoires en Transition, INRAE-Montpellier (France)	
Dr Maud Lelievre, Comité français de l'UICN (France)	
Pr. Essè Aziagbéde Amouzou, Université de Lomé (Togo)	
Pr. Minkilabe Djangbedja, LaRBE, Université de Lomé (Togo)	
Dr. Sotima Tchantipo, Université de Parakou (Bénin)	
Dr Ibrahima Alamako Keita, Laboratoire Socio-anthropologique de Guinée - LASAG(Guinée).	
Dr Diarra Zoumanigui, Université Julius Nyerere de Kankan (Guinée)	
Dr. Earsom Joseph, ESPOL-LAB (France)	
Mm Alexis Montaigne, Réseau Ambassadeurs Développement Durable(France)	
Pr. Veronique Flambard, LITL (France)	
Dr. Kristin Reynolds, Food and Social Justice Action Research Lab (USA)	
Dr. Josiane Gnassou, Direction RSE, ICL (France)	
Mr. Arnaud Courtecuisse, Junia (France)	
Dr. Williams Dare, CIRAD- Montpellier (France)	
Dr. Serigne Momar Sarr, LARTES-IFAN, Université UCAD (Sénégal)	